

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 20 JUILLET 1921.

Projet de loi

portant approbation du protocole concernant le Statut de la Cour permanente de Justice Internationale adopté le 13 décembre 1920 par l'Assemblée de la Société des Nations (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2),
PAR M. WOESTE.

MESSIEURS,

De même que dans tous les pays existent des tribunaux chargés de régler les différends surgissant entre les citoyens, de même il serait rationnel et souhaitable qu'au-dessus des États existât un organisme reconnu par eux et appelé tout à la fois à statuer sur les litiges pouvant les diviser et à prévenir par son intervention souveraine les guerres dans la mesure du possible. Un tel idéal a été maintes fois entrevu et recommandé par les amis de la paix et de la justice. Néanmoins, s'il a conquis de vives sympathies, il n'a pas réussi encore à s'imposer au bon vouloir de tous. Les oppositions de races, les souvenirs du passé, les intérêts qu'il a engendrés, et faut-il le dire, des appétits trop souvent déchaînés n'ont pas cessé de susciter des conflits auxquels on n'a cru pouvoir mettre fin qu'en recourant au sort des armes.

Cependant un travail de pacification n'a pas cessé de se faire dans l'âme de l'humanité, et s'il a paru que l'idéal était difficile à atteindre par un effort unique et complet, des tentatives ont été poursuivies pour s'en rapprocher. Tel a été le but des Conventions de La Haye. Tel a été celui des auteurs

(1) Projet de loi, n° 415.

(2) Composition de la *Commission* : MM. Brunet, président, Bouchery, Branquart, Buisset, de Selys Longchamps, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Helleputte, Hubin, Huysmans, Hymans, Piérard, Raemdonck, Renkin, Royers, Segers, Stondaert, Troclet, Uytroever, Verachtert, Winandy et Woeste.

de la paix de Versailles. Il convient de louer ces tentatives, d'en faire sortir des résultats appréciables et de multiplier les vœux pour que l'avenir nous réserve, par l'accord de tous, de nouvelles conquêtes.

La création de la Société des Nations a marqué un pas important vers le dessein entrevu. Appeler les peuples ou leurs gouvernements à se voir, à délibérer, à échanger leurs aspirations, c'était faire naître les occasions de solutions pacifiques. Déjà les Conventions de La Haye avaient mis en œuvre beaucoup de bonnes volontés, et si les espoirs qu'elles avaient fait naître ont été trahis par les auteurs de l'affreuse guerre qui a ravagé l'Europe, l'ouvrage ébauché alors a été repris à Versailles et a donné lieu à un pacte d'où est sorti, par un effort louable, le statut d'une institution nouvelle attestant le progrès des idées d'ententes et de transactions pacifiques. Ce statut est celui d'une Cour permanente de justice internationale, adopté par l'Assemblée de la Société des Nations du 13 décembre 1920, portant les signatures de vingt-cinq États, parmi lesquelles figure celle de la Belgique, et que le Gouvernement vient de soumettre à la ratification des Chambres.

L'article 14 du pacte constitutif de la Société des Nations l'avait chargée de préparer un projet de « Cour permanente de Justice internationale » : Ces termes sont significatifs. Certes, l'histoire commande la prudence, quand il s'agit au milieu des conflits variés que le passé a engendrés parmi les peuples, de refréner les exigences et les ambitions auxquelles ils ont donné naissance. Pourtant la tâche est glorieuse et digne d'une propagande active et suivie. C'est pourquoi la Commission des Affaires Étrangères s'est associée unanimement au Gouvernement pour engager les Chambres à donner leur approbation à cette œuvre de pacification.

Peut-être l'insuccès des Conventions de La Haye suscitera-t-il quelque scepticisme et les violations de ces conventions sont-elles de nature à le fortifier chez ceux qui n'ont pas foi dans les progrès de la conscience publique. Cependant il y a lieu de tenir compte de la réprobation à laquelle ces violations ont donné lieu et de remarquer en outre que le champ tracé par les Conventions de La Haye était plus limité que celui sur lequel la nouvelle Cour de justice est appelée à exercer son action. Ces Conventions ont cherché à régler les procédés de guerre; elles ont organisé en outre une Cour d'arbitrage et des tribunaux spéciaux d'arbitres, chargés de juger les conflits particuliers que les intéressés songeraient à leur soumettre. Ces organismes qui du reste subsistent semblent présenter quelque chose d'accidentel et de précaire. La Cour de justice internationale qu'a créée la Société des Nations et qui forme l'objet du projet de loi soumis au Parlement belge, est essentiellement un organisme permanent, appelé, en vertu de son institution, à connaître de tous les différends d'un caractère international. Sans doute il faudra, pour qu'elle en soit saisie, que les intéressés lui soumettent leurs litiges. Mais il est à souhaiter que les adhésions à la Cour de justice, déjà très nombreuses, deviennent générales, et qu'ainsi liées par leurs signatures et par leurs engagements profondément médités, les États reconnaissent que leur honneur comme le bien des peuples réclament de leur part l'emploi des moyens pacifiques qui leur sont offerts.

Il suffit d'ailleurs de lire le Statut de la nouvelle Cour et l'exposé des motifs du projet de loi pour se convaincre que l'institution nouvelle présente toutes les garanties désirables. Il a été tenu compte des susceptibilités légitimes des petits comme des grands États et les précautions prises permettent de penser que la dite Cour se distinguera à la fois par ses lumières et son indépendance.

Il va de soi qu'aucun État ne pourra en assigner un autre devant la Cour permanente de justice internationale sans son assentiment. Cet assentiment résultera d'un compromis spécial qui fixera l'objet et les conditions du litige.

L'article 38 du Statut trace les règles de droit dont devra s'inspirer la Cour permanente de justice, et l'exposé des motifs fait ressortir que la Cour ne pourra baser ses décisions uniquement sur des motifs d'équité ou d'opportunité politique. Il convient à ce point de vue de remarquer que l'application du droit n'exclut nullement celle de l'équité. Le Code civil qui nous régit énonce sous ce rapport dans les articles 1134, 1135, 1156 à 1164 des règles qui mériteront d'être consultées. Quant à l'opportunité politique, elle devra nécessairement se concilier avec le droit et l'équité.

L'expérience dira si le Statut de la Cour de Justice ne devra pas être retouché en quelques points secondaires. Tel qu'il est, c'est une œuvre de bonne foi, et c'est à ce titre qu'il a rencontré l'approbation de la Commission qui estime avec le Gouvernement qu'il marquera une étape importante dans l'application de la justice internationale.

Le Rapporteur,

CH. WOESTE.

Le Président,

ÉMILE BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JULI 1921.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het Protocol betreffende het Statuut van het Bestendig Internationaal Gerechtshof aangenomen den 13^e December 1920 door de Vergadering van den Volkenbond ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSCHE ZAKEN (2),
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WOESTE.

MIJNE HEEREN,

Zooals er in alle landen rechtbanken bestaan belast met de regeling der geschillen die oprijzen tusschen de burgers, is het redelijk en wenschelijk dat er boven de Staten een organisme bestaat dat door alle wordt erkend, en dat geroepen is én om uitspraak te doen over de geschillen die hen kunnen verdeelen, én door zijn soeverein optreden in de mate van het mogelijke de oorlogen te voorkomen. Zulk een ideaal werd menigen keer betracht en aanbevolen door de voorstanders van vrede en rechtvaardigheid. Maar al vond het bij iedereen instemming, is het er toch nog niet in gelukt zich op te dringen aan den goeden wil van iedereen. Rassenstrijd, herinneringen aan het verleden, de belangen daaruit voortgesproten, en moeten wij 't zeggen, veroveringszucht die al te dikwijls losbarst, hebben voortdurend conflicten doen oprijzen waaraan men slechts een eind meende te kunnen maken door de wapens.

Maar het vredeswerk heeft steeds dieper ingegrepen in de ziel der menschheid, en bleek het ideaal ook moeilijk te bereiken door een gezamenlijk en volledig optreden, doch werden pogingen gedaan om het te

(1) Wetsontwerp, n^o 415.

(2) Samenstelling van de *Commissie*: de heeren Brunet, voorzitter, Bouchery, Brancourt, Buisset, de Selys Longchamps, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Helleputte, Hubin, Huysmans, Hymans, Piérard, Raemdonck, Renkin, Royers, Segers, Standaert, Troclet, Uytroever, Verachtert, Winandy en Woeste.

benaderen. Dit was het doel van de Conventiën van 's Gravenhage. Dit was het doel van de makers van den vrede van Versailles. Men moet deze pogingen prijzen, men moet er de merkwaardige resultaten van in 't licht stellen, en den wensch herhalen dat er in de toekomst, door algemeene overeenstemming, meer op dit gebied zou kunnen veroverd worden.

De stichting van den Volkenbond is een belangrijke stap verd er naar het beoogde doel. Met de volkeren of hunne regeeringen aan te zetten elkander te zien, te spreken, met elkander in gedachtenwisseling te treden, doet men de gelegenheden tot vreedzame oplossingen ontstaan. Door de Conventiën van 's Gravenhage hadden reeds vele mannen van goeden wil zich aan het werk gezet, en al werd de hoop die zij hadden doen oprijzen dan ook verijdeld door de aanstichters van den vreeselijken oorlog die Europa verwoest heeft, toch werd het werk, door hen geschetst, te Versailles hernomen, en heeft geleid tot eene overeenkomst, waaruit door eene loffelijke poging, het statuut werd geboren van eene nieuwe instelling, die bewijst hoe de gedachten van overeenkomst en vrede steeds groeien. Dit statuut is dat van een Bestendig Hof van Internationale Justitie, aangenomen in de vergadering van den Volkenbond op 13 December 1920, en onderteeekend door vijf-en-twintig Staten, waaronder ook België, en dat de Regeering thans aan de goedkeuring der Kamers onderwerpt.

Artikel 14 van de oprichtingsakte van den Volkenbond had dezen gelast met het opmaken van een ontwerp van « Bestendig Hof van Internationale Justitie ». Deze termen zijn beteekenisvol. Voorzeker, de geschiedenis zegt ons voorzichtig te zijn wanneer het geldt te midden van de verschillende conflicten die het verleden onder de volkeren heeft doen ontstaan, paal en perk te stellen aan de eischen en aan de eerezucht waartoe zij aanleiding gaven. Maar de taak is eervol, en verdient dat er voortdurend en krachtadig voor geijverd worde. Daarom sloot de Commissie voor de Buitenlandsche Zaken zich eenparig aan bij de Regeering om de Kamers aan te zetten hunne goedkeuring te hechten aan dit bevredigingswerk.

Het fiasco van de Conventiën van 's Gravenhage zal misschien enig scepticisme doen ontstaan, en de schending van die Conventiën is wel van zoodanigen aard dat dit scepticisme nog zal versterkt worden bij degenen die geen geloof hechten aan den vooruitgang van het openbaar geweten. Men moet nochtans rekening houden met de algemeene afkeuring van die schending, en bovendien opmerken dat het gebied waarover de Conventiën van 's Gravenhage zich uitstrekken meer beperkt is dan dit waarover het nieuwe Hof zijne werking zal uitstrekken. Deze Conventiën betrachten vooral eene regeling van de wijzen van oorlogvoeren; zij hadden bovendien geleid tot de stichting van een Hof van Arbitrage en van bijzondere scheidsgerichten, belast met de regeling der bijzondere conflicten die de belanghebbenden hun zouden onderwerpen. Deze inrichtingen, die overigens nog bestaan, schijnen iets toevalligs en tijdelijks te hebben. Het Hof van Internationale Justitie, dat opgericht werd door den Volkenbond, en thans onder den vorm van wetsontwerp aan de Kamer wordt voorgelegd, is een bestendig lichaam, geroepen om kennis te nemen,

krachtens zijne instelling, van alle geschillen van internationalen aard. Daartoe is natuurlijk noodig dat de betrokkenen hunne geschillen er aan onderwerpen. Maar het is te hopen dat alle Staten — vele deden het reeds — zich bij dit Hof van Justitie zullen aansluiten, en dat zij aldus, gebonden door hunne handteekening en hunne wel overwogen verbintenissen, erkennen dat de eer evenals het welzijn der volkeren van hen eischen, dat gebruik worde gemaakt van de hun aangeboden vreedzame middelen.

Het volstaat overigens het Statuut van het nieuwe Hof en de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp te lezen, om er van overtuigd te zijn dat de nieuwe instelling alle wenschelijke waarborgen oplevert. Er werd rekening gehouden met de billijke rechten van de kleine als van de groote Staten, en de genomen voorzorgen doen ons denken dat dit Hof zich zal onderscheiden, en door zijn hooge gehalte en door zijn onafhankelijkheid.

Het spreekt van zelf dat geen enkel Staat een anderen Staat voor het Bestendig Hof van Internationale Justitie kan dagen zonder zijne instemming. Deze instemming zal blijken uit een bijzonder compromis dat het onderwerp en de voorwaarden van het geschil aangeeft.

Artikel 38 van het Statuut geeft de rechtsregelen aan die het Bestendig Hof van Justitie zullen moeten leiden, en de Memorie van Toelichting stelt in 't licht dat het Hof zijne uitspraken niet alleen zal mogen steunen op redenen van politieke billijkheid of opportuniteit. Te dier zake dient men op te merken dat de toepassing van het recht de toepassing van de billijkheid geenszins uitsluit. Het Burgerlijk Wetboek, dat ons beheerscht, bevat op dit punt, in de artikelen 1134, 1135, 1136 tot 1164, aanwijzingen die dienen geraadpleegd te worden. Wat de politieke opportuniteit betreft, zal deze zich noodzakelijkerwijze moeten schikken naar het recht en de eerlijkheid.

De ondervinding zal leeren of het Statuut van het Hof van Justitie in enkele ondergeschikte punten niet zal moeten omgewerkt worden. Zooals het is, is het een werk van goede trouw, en om die reden heeft het de goedkeuring megedragen van de Commissie, die samen met de Regeering oordeelt dat het een belangrijke vooruitgang is in de toepassing der internationale Justitie.

De Verslaggever,

CH. WOESTE.

De Voorzitter,

ÉMILE BRUNET.

